



**HAL**  
open science

## La “ colonie albanaise ” de Paris dans l’entre-deux-guerres

Mickaël Wilmart

► **To cite this version:**

Mickaël Wilmart. La “ colonie albanaise ” de Paris dans l’entre-deux-guerres. Mémoires Paris et Ile-de-France, 2010, Histoire des migrations en Ile-de-France. Actes du XII colloque d’histoire régionale, Créteil, 27-28 nov. 2009, 61, pp.179-193. halshs-01235561

**HAL Id: halshs-01235561**

**<https://shs.hal.science/halshs-01235561>**

Submitted on 30 Nov 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La « colonie albanaise » de Paris dans l'entre-deux-guerres

*Mickaël Wilmart*<sup>1</sup>

L'histoire de l'Albanie est marquée par la continuité du phénomène d'émigration de sa population. Dès le milieu du Moyen Âge, des Albanais quittent leur région pour s'installer et travailler en Dalmatie, en Grèce ou à Venise<sup>2</sup>. L'arrivée des Turcs dans les Balkans s'accompagne de départs massifs vers la péninsule italienne. Sous l'Empire ottoman, des migrants albanais partent à Istanbul, en Grèce, en Egypte, en Bulgarie ou en Roumanie<sup>3</sup>. La fin du XIXe siècle voit apparaître une migration vers des horizons encore plus lointains : les Etats-Unis<sup>4</sup>, l'Amérique du Sud et l'Australie. Ces mouvements se poursuivent dans l'entre-deux-guerres avant de s'arrêter avec l'instauration d'un régime communiste en Albanie. Mais dès 1991 et le passage à la

---

<sup>1</sup> Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (Ecole des hautes études en sciences sociales).

<sup>2</sup> A. DUCELLIER, « Albanais dans les Balkans et en Italie à la fin du Moyen Âge : courants migratoires et connivences socio-culturelles », dans *Le migrazioni in Europa secc. XIII-XVIII*, Prato-Florence, , 1994, p. 233-269 ; ID, « L'insertion professionnelle et civique des immigrés dans les villes d'Italie au Moyen Âge : l'exemple des Albanais », dans D. MENJOT, J.-L. PINOL (dir.), *Les immigrants et la ville. Insertion, intégration, discrimination (XIIe-XXe siècle)*, Paris-Strasbourg, 1996, p. 63-81.

<sup>3</sup> N. CLAYER, *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, 2007, p. 131-149.

<sup>4</sup> D. NAGI, *The Albanian-American Odyssey. A pilot study of the Albanian Community of Boston, Massachussets*, New York, 1989 ; F. TRIX, *The Albanians in Michigan*, East Lansing, 2001.

démocratie, le phénomène reprend (dans des proportions plus importantes) notamment vers la Grèce et l'Italie<sup>5</sup>.

Dans ce cadre historique de longue durée, la présence d'Albanais en France dans l'entre-deux-guerres est un épiphénomène. Si le terme de « colonie albanaise » est utilisé à la fois par la Préfecture de Police de Paris et par les Albanais eux-mêmes, le terme ne regroupe en fait qu'un groupe restreint, voire invisible puisqu'il n'apparaît plus dans les *Annuaire statistiques de la Ville de Paris* après 1924<sup>6</sup>. La population albanaise de Paris triple pourtant en quatre ans, passant de 87 personnes en 1920<sup>7</sup> à 248 en 1924<sup>8</sup>. La croissance se poursuit les années suivantes avant de s'inverser. Le Service des Renseignements Généraux, qui maintient sur la période une surveillance plus ou moins étroite sur les milieux albanais parisiens, nous a laissé quelques estimations qui permettent de mesurer cette évolution. A la fin des années vingt, les Albanais sont environ six cents dans le département de la Seine<sup>9</sup>. Dans la seconde moitié des années trente, ils ne sont plus que trois cents<sup>10</sup> et seulement cent quarante en 1944<sup>11</sup>.

---

<sup>5</sup> R. KING, N. MAI et S. SCHWANDER-SIEVERS, éd., *The New Albanian Migration*, Brighton-Portland, 2005 ; J. VULLNETARI, *Albanian Migration and Development : Stat of the Art Review*, IMISCOE Working Paper, n° 18, 2007 (publié en ligne :

<http://www.imiscoe.org/publications/workingpapers/documents/Albanianmigration.pdf>)

<sup>6</sup> *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, années 1925-1926, p. 459 ; années 1927-1928, p. 157 ; années 1929-1931, p. 266-267 ; années 1932-1934, p. 444-445 ; années 1935-1938, p. 502-503.

<sup>7</sup> *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, année 1920, p. 176.

<sup>8</sup> *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, années 1923-1924, p. 300.

<sup>9</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 2139.

<sup>10</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 1681.

<sup>11</sup> *Id.*

Cependant, pour des raisons expliquées plus loin dans cet article, on peut estimer qu'environ 1200 à 1500 Albanais sont passés par la région parisienne entre 1920 et 1939.

L'Albanie est alors un jeune Etat qui a déclaré son indépendance de l'Empire ottoman en 1912. A partir de 1913, son territoire est constamment sous occupation militaire, subissant les guerres balkaniques et la Première Guerre Mondiale. A partir de 1916 et jusqu'en 1920, le sud-est du pays est occupé par des troupes françaises<sup>12</sup>. L'épisode est connu dans l'histoire albanaise comme celui de la République de Korça, du nom de la principale ville de la province autonome créée par les Français. Cette occupation est sans doute importante pour notre sujet puisqu'elle crée une présence française dans le sud de l'Albanie, pendant laquelle des cours de français sont dispensés dans les écoles et des liens créés entre Français et Albanais. De plus, la majorité des migrants venus par la suite en France sont originaires des régions méridionales.

L'Albanie est alors un petit pays. En 1923 sa population est de 800 000 personnes et passe à un million en 1938. Elle est à 85 % rurale. Le jeune Etat n'a aucune structure industrielle, en dehors de quelques fabriques employant pour l'essentiel des enfants<sup>13</sup>, et n'est ni électrifié ni relié au reste de l'Europe par le chemin de fer.

---

<sup>12</sup> E. AUGRIS, « Korçë dans la Grande Guerre. Le sud-est albanais sous administration française (1916-1918) », *Balkanologie*, vol. IV, n° 2, 2000, p. 3-15 ; R. DORLHIAC, *Les territoires albanais sous administration française entre 1916 et 1920*, mémoire de DEA sous la dir. De G. VEINSTEIN, EHESS, 1999.

<sup>13</sup> K. FRASHËRI, *Historia e Lëvizjes së Majtë në Shqipëri dhe e themelimit të PKSH-së (1878-1941)*, Tirana, 2006, p. 75.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'immigration albanaise en France dans l'entre-deux-guerres. Leur installation se concentre sur quatre régions : le Nord de la France, la région de Lyon, le bassin minier de la Loire et enfin l'agglomération parisienne.

L'approche de cette migration a été possible en croisant à la fois des sources françaises et albanaises. Côté français, deux fonds ont été privilégiés. En premier lieu, les recensements de population ont fait l'objet d'un dépouillement partiel mais qui sera poursuivi. Les conclusions livrées dans cet article sont donc susceptibles d'évoluer dans les détails, les tendances générales décrites ici devant rester valables. L'attention a surtout été portée sur les années 1931 et 1936 des dénombremets de Paris, avec des incursions dans l'année 1926<sup>14</sup>. L'ensemble des quartiers parisiens n'a certes pas encore été couvert, mais les investigations en archives ont tenu compte d'autres sources pour identifier les quartiers susceptibles d'être choisis par des Albanais pour leur séjour. La prospection s'est poursuivie dans les dénombremets de la Petite Couronne, notamment les villes de Montrouge<sup>15</sup>, Malakoff<sup>16</sup>, Issy-les-Moulineaux<sup>17</sup>, Clichy-la-Garenne<sup>18</sup>, Saint-Ouen<sup>19</sup>, Aubervilliers<sup>20</sup> et Saint-Denis<sup>21</sup>. Au total, environ trois cent cinquante individus de nationalité albanaise, répartis à peu près également sur les années 1931 et

---

<sup>14</sup> Archives de Paris : pour 1931, D2M8 374-380, 417-418, 432-434, 441-444, 451-452, 458-459 ; pour 1936, D2M8 553-564, 576-580, 595-597, 678-684, 698 ; pour 1926, D2M8 296-298.

<sup>15</sup> Archives départementales des Hauts-de-Seine : D2M8/515, 787-788.

<sup>16</sup> Archives départementales des Hauts-de-Seine : D2M8/512, 780-781.

<sup>17</sup> Archives départementales des Hauts-de-Seine : D2M8/766-768.

<sup>18</sup> Archives départementales des Hauts-de-Seine : D2M8/487-488,742-745.

<sup>19</sup> Archives départementales de Seine-Saint-Denis : D2M8/121, 159-160.

<sup>20</sup> Archives départementales de Seine-Saint-Denis : D2M8/124-126.

<sup>21</sup> Archives départementales de Seine-Saint-Denis : D2 M8/156-157.

1936, composent le corpus de données réunies pour cet article. Le deuxième fonds français consulté est celui des dossiers concernant la "colonie albanaise" de Paris conservés aux archives de la Préfecture de Police<sup>22</sup>. La légation d'Albanie dénonçant régulièrement des supposés bolcheviques, les fiches des enquêtes ont été conservées pour une quarantaine d'individus, fiches plus ou moins détaillées sur leur parcours et leur mode de vie. A ces enquêtes s'ajoutent d'autres rapports concernant les associations albanaises ou les réfugiés politiques. Côté albanais, divers papiers privés (correspondances, documents personnels) sont conservés aux Archives d'Etat<sup>23</sup> à Tirana, des rapports envoyés au Komintern par des militants communistes albanais installés en France ont été publiés<sup>24</sup>, ainsi que des mémoires d'Albanais ayant séjourné à Paris. Parmi eux, il faut citer les mémoires de jeunesse d'Enver Hoxha<sup>25</sup>, le dirigeant du régime communiste établi en 1945, celles de Jusuf Vrioni<sup>26</sup>, fils de l'ambassadeur albanais en France dans les années vingt, les mémoires d'un médecin qui a étudié en France, Shefqet Ndroqi<sup>27</sup>, ou encore de volontaires partis avec les Brigades internationales et qui ont séjourné quelques semaines à Paris avant leur départ pour l'Espagne comme Petro Marko<sup>28</sup> ou Skendër Luarasi<sup>29</sup>.

---

<sup>22</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 1681, 1986, 2023, 2034, 2139.

<sup>23</sup> Archives centrales de l'Etat albanais (Tirana) : fonds 9 (Tefta Tashko) : d. 63-65, 71, 75, 77 ; fonds 54 (Sotir Kolea) : d. 3, 68 ; fonds 55 (Sotir Pici) : d. 91 ; fonds 447 (organisations diverses) : d. 232, 236, 361, 362 ; fonds 589 (Anastas Mio) : d. 13.

<sup>24</sup> K. FRASHËRI, *op. cit.*, p. 349-407.

<sup>25</sup> E. HOXHA, *Années de jeunesse*, Tirana, 1988.

<sup>26</sup> J. VRIONI, *Mondes effacés, souvenirs d'un Européen*, Paris, 1998.

<sup>27</sup> Sh. NDROQI, *Une vie au service de la vie. Mémoires d'un médecin albanais (1914-1997)*, Paris, 2007.

<sup>28</sup> P. MARKO, *Intervistë me vetveten (retë dhe gurët)*, Tirana, 2000.

En choisissant d'étudier particulièrement l'immigration albanaise dans l'entre-deux-guerres, l'objectif est de prendre pour exemple un groupe restreint de migrants, en pratique plus facile à suivre et permettant des études biographiques. Le suivi d'individus doit ici éclairer la composition d'une colonie d'étrangers à Paris et interroger la notion même de communauté. A partir des premiers dépouillements, j'entends donc dresser ici un portrait de cette "colonie albanaise" en m'attachant tout d'abord aux différentes strates la constituant, puis en essayant de comprendre le mode d'organisation ou de non-organisation de ces Albanais et en tentant enfin une première esquisse sociologique de ces migrants.

## **Strafification sociale des Albanais de Paris**

La notion de colonie albanaise utilisée à la fois par les migrants (tout du moins certains d'entre eux) et par la Préfecture de Police sous-entend l'existence d'un groupe uni d'Albanais présents à Paris ou dans le département de la Seine. Il faut cependant atténuer cette impression d'unité en montrant l'existence de strates parfois hermétiques les unes aux autres. On peut en effet distinguer quatre catégories d'Albanais installés à Paris.

Tout d'abord, le personnel diplomatique et officiel est sans doute la catégorie la plus stable et la moins nombreuse. En majorité issus de la noblesse albanaise, les beys, les diplomates viennent avec leur famille, leurs alliés et leurs domestiques. De 1925 à 1932, la légation est ainsi administrée par Illiaz Vrioni dont le fils a laissé des mémoires. Les

---

<sup>29</sup> S. LUARASI, *Në Brigadat internacionale në Spanjë*, Tirana, 1996.

Vrioni et leurs alliés par mariage, les Dino, vivent dans le seizième arrondissement, en intégrant les hautes sphères de la société parisienne. Les enfants sont scolarisés au lycée Janson de Sully, font le catéchisme alors que la famille est musulmane et l'ensemble de la famille vit à l'occidentale. Jusuf Vrioni écrit ainsi :

Pendant ces années, nos attaches avec le pays natal se relâchèrent. Notre existence était marquée par l'extraordinaire pouvoir d'assimilation, voire d'absorption de l'école française<sup>30</sup>.

Après la mort d'Illiaz Vrioni en 1932, la famille poursuit son séjour à Paris jusqu'en 1939 en conservant son statut social et ses relations.

En face de ces représentants officiels, on note la présence des exilés ou des réfugiés politiques<sup>31</sup>. La vie publique albanaise est marquée sur la période par le phénomène de l'exil politique. Elle est marquée également par une opposition entre deux camps : les républicains, groupés autour de Fan Noli qui gouverne six mois en 1924, avant la reprise du pouvoir par Ahmed Zogu qui se fait proclamer roi en 1928, et les partisans du roi Zog. Les exilés politiques sont avant tout des opposants au monarque. La première vague arrive en France après le renversement du gouvernement de Fan Noli en décembre 1924. Suivent ensuite d'autres vagues, selon les événements et la répression politique. L'année 1931 voit par exemple arriver à Paris la dizaine de protagonistes de la tentative d'attentat contre Zog faite à Vienne en février 1931. De même, en 1936, les dirigeants de l'insurrection de Fier, une ville d'Albanie centrale, sont accueillis comme réfugiés politiques. Ce groupe d'exilés présents à Paris est lui-même composé de

---

<sup>30</sup> J. VRIONI, *op. cit.*, p. 52.

<sup>31</sup> Voir les dossiers des Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 1986, BA 2023, BA 2034 et BA 2139.



diverses catégories de personnes. Il y a en premier lieu les exilés politiques issus de grandes familles comme Rexhep Mitrovica, ancien ministre de l'instruction publique, qui reviendra au pouvoir en 1943 au moment de l'occupation allemande, ou encore Ali Këlcyra. Grands propriétaires terriens, ils vivent du revenu de leur terre, quand elle n'a pas été saisie, ou de subsides de leur famille et mènent une vie confortable dans les cinquième, sixième et quatorzième arrondissements voire dans des villes plus périphériques comme Meudon ou Enghien. D'autres ont par contre plus de difficultés à vivre. Ainsi, Beqir Valter, auteur d'une tentative d'assassinat contre le roi Zog, est le plus souvent démuné, alignant des dettes auprès de ses logeurs, qui sont de temps à autres effacées grâce à l'intervention de deux députés français. Il conserve toutefois une forte activité politique, écrivant pour les journaux ou rédigeant des tracts distribués parmi les Albanais et à la presse française. Pour d'autres, l'exil est synonyme de régression sociale. Plusieurs sous-officiers de l'armée albanaise, républicains, se retrouvent manœuvre dans des usines ou dans le meilleur des cas ouvrier qualifié comme Georges Shkrelli, ancien commissaire-adjoint de police devenu électricien.

La troisième strate est celle des étudiants dont, en l'état actuel des dépouillements, la part est constante entre 1931 et 1936 où ils représentent environ 20 % de la population albanaise de Paris. Ils sont en France pour certains grâce à des bourses de l'Etat albanaise et sont souvent issus du lycée français de Korça. La majorité d'entre eux vient du sud de l'Albanie mais quelques-uns sont membres des grandes familles de Tirana. L'Albanie a alors besoin de former des cadres en médecine, en ingénierie (plusieurs étudiants sont ainsi inscrits à l'Ecole Supérieure d'Electricité) mais aussi en sciences humaines. A noter, pour les étudiants en médecine, que Paris n'est pas forcément attractif. Si on suit le témoignage de Shefqet Ndroqi, qui cite plusieurs exemples, les étudiants en médecine

préfèrent se rendre dans une université de province (Tours, Toulouse...) pour les premières années avant d'achever leur cursus à Paris, avec l'idée d'être mieux encadrés dans des structures plus petites<sup>32</sup>. Ces étudiants albanais logent principalement dans les cinquième et sixième arrondissements et semblent en contact régulier avec les exilés politiques.

La dernière strate est la plus importante en nombre : il s'agit de l'immigration économique. La majorité des Albanais présents en région parisienne sont en effet des migrants venus trouver du travail. Une lettre adressée en mars 1920 aux préfetures par une maison française installée en Albanie<sup>33</sup>, la maison Raoul Vinay, permet d'en savoir un peu plus sur les modalités de la venue en France de ces travailleurs. En effet, un représentant de la succursale de Korça y propose l'organisation d'envois d'ouvriers albanais à la demande d'agriculteurs ou d'industriels. La maison Raoul Vinay se déclare capable de fournir environ mille ouvriers par mois avec les conditions suivantes : engagement d'au moins un an, salaire de France, logement fourni par l'employeur, voyage payé par le migrant, contrat en double exemplaire (un pour le patron et l'autre conservé par la famille restée en Albanie). C'est sans doute par ce biais que des Albanais arrivent en France en 1921 pour participer à l'effort de reconstruction des installations minières du Nord-Pas-de-Calais. En 1923, un groupe d'une centaine d'individus en provenance de cette région s'installe dans la capitale et forme la première colonie albanaise de Paris dans les quartiers nord<sup>34</sup>. En 1927, un rapport des renseignements généraux indique que sur les six cents Albanais présents dans le

---

<sup>32</sup> Sh. NDROQI, *op. cit.*, p. 21.

<sup>33</sup> Archives départementales de la Haute-Garonne : 15 Z 628

<sup>34</sup> Archives centrales de l'Etat albanais: fonds 447, d. 232.

département de la Seine, "la plupart [sont] de condition très modeste et demeurent notamment dans des baraques en bois construites sur la zone militaire de Saint-Ouen. Certains logent aussi en garni 16, Cité industrielle (11<sup>e</sup>) et presque tous sont employés en qualité de manœuvre dans des usines"<sup>35</sup>. Un peu plus tard, on retrouve les ouvriers albanais dans les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

On compte donc quatre catégories d'Albanais à Paris, tous s'installant là pour des raisons différentes. Certaines sont en contact permanent comme les étudiants et les exilés politiques dont les rapports sont facilités par une proximité spatiale autour du Quartier Latin. Les ouvriers par contre, dans leur grande majorité, peuvent paraître à l'écart du reste de la colonie. La question est maintenant de savoir si ces groupes sociaux forment réellement une communauté.

### **Les Albanais de Paris : une communauté ?**

Pour approcher et apprécier l'existence ou non d'une communauté albanaise à Paris dans l'entre-deux-guerres, l'historien doit composer avec les sources dont il dispose pour se concentrer sur trois points : la stabilité de la composition du groupe des Albanais de Paris, les tentatives d'organisation de ces migrants et enfin les éventuels lieux de sociabilités qu'ils fréquentent.

---

<sup>35</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 2139.

Les statistiques de la Préfecture de Police mentionnées dans l'introduction – six cents Albanais à la fin des années vingt, trois cents dans la seconde moitié des années trente, cent quarante après la Libération, sont, comme toute statistique, des chiffres bruts qui occultent une réalité bien plus complexe. Si on prend en considération les dépouillements effectués dans les dénombremens de population de 1931 et 1936 – dépouillements qui ne couvrent pas la totalité du territoire parisien mais toutefois les mêmes quartiers sur les deux années, on constate rapidement que les Albanais de 1931 et ceux de 1936 ne sont pas les mêmes individus. Plus précisément, seulement 5 % des individus identifiés en 1936 étaient déjà présents en 1931. Il est bien évidemment possible que ces individus aient changé d'arrondissement ou de commune entre les deux recensements, cependant une approche prosopographique de ces migrants permet de renforcer cette conclusion. Les trois parcours individuels<sup>36</sup> suivants illustrent parfaitement le propos.

Abas Shehu, né en 1902 dans le sud de l'Albanie, mariée à une Albanaise restée au pays, arrive en France en mars 1925 et s'installe à Firminy, dans la Loire, pour travailler dans le bassin minier. Un an plus tard, il se rend à Saint-Ouen, loge dans une baraque en bois et travaille pendant dix mois à l'usine Citroën de Clichy. Se retrouvant au chômage, il décide de se rendre à Port de Bouc, près de Marseille, pour y chercher un emploi. Il séjourne deux mois dans le sud de la France puis revient à Paris en novembre 1927. La suite de son parcours n'est pas connue.

---

<sup>36</sup> Reconstitués à partir du dossier BA 2139 des Archives de la Préfecture de Police de Paris.

Ferid Dojaka, né en 1892, veuf, arrive en France en 1921. Il travaille dans un premier temps à Auberchicourt, dans le Nord, avant de s'installer à Paris. Dans la capitale, il change quatre fois d'adresse avant de repartir dans le Nord en septembre 1927.

Idris Cani, né en 1893, entre en France en juillet 1925. De cette date à septembre 1927, il loge à trois adresses différentes dans Paris, dans les dix-neuvième et vingtième arrondissements, avant de partir s'installer à Jemmapes en Belgique.

Les exemples pourraient être multipliés. D'autres Albanais passent par la Meurthe-et-Moselle avant d'arriver à Paris puis de repartir en Albanie ou en Grèce, dans les Alpes ou à Saint-Etienne. On ne peut que constater que les Albanais qui viennent travailler à Paris n'y restent pas, ne se sédentarisent pas et, au contraire, se déplacent régulièrement pour trouver de l'emploi avant, éventuellement, de retourner au pays. Au regard de ce constat, il paraît difficile d'envisager l'existence d'une communauté.

Cependant, notamment grâce à la présence des exilés politiques, des efforts sont faits pour tenter d'organiser ces migrants en associations. Dès 1923, l'association *Illiria* entend réunir les travailleurs albanais et quelques intellectuels présents à Paris<sup>37</sup>, mais sans succès. Comme le précise un rapport des renseignements généraux de 1927, les Albanais ne parviennent jamais à s'entendre tant ils sont politiquement divisés. Ainsi, en juillet 1928, la création d'une association nommée *Le Cœur albanais*, réunissant des Albanais orthodoxes, est immédiatement dénoncée par un groupe d'intellectuels laïques criant à la trahison et à la tentative de division entre chrétiens et musulmans<sup>38</sup>. A partir de 1930, les quelques comités politiques organisés à Paris sont en sommeil. Seuls deux

---

<sup>37</sup> Archives centrales de l'Etat albanais : fonds 447, d. 232.

<sup>38</sup> Archives centrales de l'Etat albanais : fonds 447, d. 236.

ou trois militants communistes sont actifs auprès des ouvriers. Ils s'efforcent de visiter régulièrement les lieux de résidence des travailleurs albanais, organisent des déplacements pour poursuivre leur propagande dans d'autres régions comme le Nord de la France ou Saint-Etienne, mais ne semblent pas parvenir à rencontrer une adhésion massive<sup>39</sup>. Il faut en fait attendre l'invasion de l'Albanie par l'Italie, en avril 1939, pour voir les Albanais de Paris tomber d'accord et mettre en place d'une part une Association des étudiants albanais et d'autre part une Fédération des Albanais de France, et ce en vue d'organiser la résistance face aux Italiens<sup>40</sup>. C'est dans le cadre de ces organisations que les Albanais de Paris seront incités à rentrer au pays pour prendre le maquis contre l'occupation italienne. Si l'instabilité de la population albanaise de Paris semble incontestable, il faut noter l'existence d'un effort d'organisation, pas toujours efficace mais réel, qui est le signe d'une volonté de souder une communauté albanaise en région parisienne.

C'est sans doute dans les lieux de sociabilité qu'elle fréquente que la colonie albanaise a le sentiment d'exister. Les étudiants et les exilés politiques se retrouvent ainsi dans les deux cafés-restaurants tenus par des Albanais dans la rue Monsieur le Prince du sixième arrondissement. Plusieurs témoignages, mémoires de migrants et rapports de police, indiquent que les patrons albanais de ces établissements accordent quelques privilèges à leurs compatriotes, notamment des consommations offertes ou des facilités de paiement ou de crédit. Ainsi, lors de son arrivée à Paris (en provenance de Montpellier où il

---

<sup>39</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 2139.

<sup>40</sup> Sh. NDROQI, *op. cit.*, p. 26.

étudie), Enver Hoxha reçoit des conseils de son colocataire, Qemal Karagjozi, qui partage avec lui sa chambre d'un hôtel de la rue Monsieur le Prince :

- Ici à Paris il faut tout apprendre. Quant à la bouftance, dit Qemal, on ira becqueter là où les autres copains et moi allons, "chez Lazare".
- Qu'est-ce que c'est que cet endroit ? demandai-je, parce que je pensais aussi aux jours difficiles qui pouvaient venir.
- C'est un "Albanoche" de Përmet [...]. Si on tarde à le payer, il ne te force pas ; si tu dépasses un mois ou un mois et demi, il te sert seulement une soupe et un morceau de pain, si tu tardes deux mois, il te dit : "Fourre-toi dans la cuisine et fais la vaisselle, tu boufferas ensuite.
- [...]
- Nous allâmes donc ce jour-là déjeuner chez "Lazare", nous y rencontrâmes le docteur Remzi Fico, Sinan Imami, etc. Nous serrâmes la main de Lazare, qui me demanda :
- Tu viens d'arriver à Paris ? d'où es-tu ?
- De Gjirokastër, étudiant ! lui répondis-je.
- Nous sommes tous des "pays". Il y a ici un tas de garçons de Gjirokastër!"
- Comme Remzi Fico, dont j'étais parent par sa mère, et moi nous étions embrassés chaleureusement, mon crédit auprès de Lazare en fut immédiatement accru.
- [...]
- Lazo, poursuivis-je, en lui versant un acompte de 400 francs, il se peut que parfois je tarde à te payer, tu me feras quelquefois un peu crédit.
- Tu n'es ni le premier ni le dernier, me répliqua-t-il et, en riant, il ajouta : *Le vieux Lazare en a vu de toutes les couleurs avec les étudiants.*<sup>41</sup>

Ce témoignage montre tous les ressorts des relations sociales autour de cet établissement : nationalité, région d'origine, amitiés, liens de parenté. C'est dans ce même restaurant tenu par Lazo Bale que des Albanais se réunissent en avril 1939 pour fonder leurs associations et organiser un meeting salle Wagram<sup>42</sup>.

Au nord de Paris, les ouvriers albanais se retrouvent dans deux cafés de Saint-Ouen, eux aussi tenus par des compatriotes. On y retrouve les mêmes pratiques de solidarité et ces cafés se transforment parfois en lieux de conférences politiques organisées par des communistes albanais<sup>43</sup>. Mais entre les restaurants du sixième arrondissement et ceux du dix-huitième, il y a un fossé social qui persiste : d'un côté les intellectuels, exilés ou

---

<sup>41</sup> E. HOXHA, *op. cit.*, p. 208-209.

<sup>42</sup> Sh. NDROQI, *op. cit.*, p. 24.

<sup>43</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 2139.

étudiants, de l'autre des ouvriers et entre les deux, quelques militants communistes comme Halim Xhelo ou Lazar Fundo à la recherche de soutiens et qui, peut-être malgré eux, font le lien. Ainsi quand Petro Marko, parti d'Albanie pour se rendre en Espagne, arrive en 1937 à Paris, il loge dans le quartier de Belleville et entre en contact avec Lazar Fundo et d'autres militants communistes installés au Pré-Saint-Gervais. Lazar Fundo lui fait rencontrer des ouvriers et organise une réunion dans un café pour faire un point sur la situation en Albanie<sup>44</sup>. Y sont conviés les intellectuels et exilés politiques de la rive gauche et sans doute quelques travailleurs. Elle finit par une dispute entre nationalistes et communistes.

Si la composition de la communauté albanaise de Paris ne semble pas stable, des efforts sont faits pour essayer de l'organiser. Mais les tentatives pour mettre en place des associations consensuelles échouent devant la division politique (et peut-être sociale) de ces migrants. Toutefois des lieux de sociabilité apparaissent, des contacts et des réseaux se créent. Peu à peu, cette "colonie" qui n'est qu'une étiquette prend forme et trouve un terrain d'entente quand l'Albanie se trouve directement menacée dans son intégrité.

## **Quelques données sociologiques**

Pour terminer ce portrait de la colonie albanaise de Paris, et éclairer certains des aspects déjà évoqués, il est utile de tirer quelques conclusions sur la sociologie de ces migrants à partir des dépouillements effectués jusqu'à maintenant dans les dénombrements de

---

<sup>44</sup> P. MARKO, *op. cit.*, p. 198.



population de 1931 et 1936. Les chiffres donnés ici ne sont qu'indicatifs et sont appelés à évoluer au fur et à mesure de l'avancée de cette recherche. Ils donnent cependant des tendances significatives qui ne devraient pas trop changer par la suite. Deux points sont à souligner : la composition des foyers et la répartition socioprofessionnelle de ces migrants.

Les données rassemblées renforcent l'idée d'une migration temporaire dans les années vingt. En effet, l'observation du statut marital des migrants laisse entrevoir une évolution des conditions de la migration. En 1931, 58 % des Albanais vivant à Paris sont célibataires, 39.5 % mariés et 2.2 % veufs. En 1936, 67 % sont célibataires et 31 % mariés. Pour 1931, 54 % des hommes mariés vivent seuls, c'est-à-dire sans leur épouse restée au pays. Ce qui signifie qu'ils envisagent soit de rentrer, soit de les faire venir ensuite. Dans la majorité des cas, il semble que c'est la première proposition qui ait été choisie puisqu'on perd la trace de la majorité d'entre eux. Par contre, en 1936, seulement 13 % des hommes mariés vivent seuls. Ce résultat peut être en partie dû au fait que la part de couples mixtes augmente, passant de 27 à 38 % mais il est surtout le signe d'une migration des familles soit de façon groupée, soit a posteriori. Si on a vu plus haut que les Albanais des années vingt à Paris se caractérisaient par une forte mobilité et un fort renouvellement, ceux qui sont encore là en 1936 – deux fois moins nombreux – ont un comportement différent, surtout les hommes mariés qui vivent désormais avec leur famille venue aussi en France ou fondée sur place, ce qui peut être vu comme le signe d'une volonté d'installation durable.

Si l'évolution de la composition des foyers entre 1931 et 1936 permet de saisir une pratique différente de l'immigration au profit d'une recherche de stabilité, l'analyse de

la répartition socioprofessionnelle semble aller dans le même sens. En 1931, 47 % des Albanais parisiens travaillaient comme manœuvre en usine alors qu'ils ne sont plus que 11 % en 1936. La part d'artisans diminue également, passant de 11 % à 4.5 % tandis que la part de commerçants est en nette augmentation : 4,3 % en 1931 pour 17 % en 1936. D'après la Préfecture de Police, en 1946, 20 % des Albanais de Paris sont de petits commerçants<sup>45</sup>, ce qui confirme qu'il y a bien une tendance qui se dessine au cours des années trente faisant que les migrants s'installent comme commerçant soit après avoir travaillé en usine (pour ceux qui restent) soit directement en arrivant. Le changement le plus radical dans l'analyse socioprofessionnelle est celui du secteur de la restauration. En 1931, 7 % des Albanais travaillaient dans un restaurant ou un hôtel ; ils sont 33 % en 1936. En fait, les emplois non qualifiés de l'industrie se sont déplacés vers des emplois non qualifiés de la restauration puisque 17 % des Albanais présents à Paris en 1936 sont plongeurs dans une brasserie ou un restaurant. L'explication de ce transfert de main d'œuvre albanaise est certainement à trouver chez ceux qui sont devenus commerçants. En effet, six Albanais, tous habitant rue Vadé, une rue aujourd'hui disparue dans la zone de la porte de Saint-Ouen, se sont installés comme marchands de vin. Ce sont en partie d'anciens manœuvres qui ont monté leur petit commerce. On peut supposer qu'en tant que fournisseurs de cafés ou de restaurants, ils ont permis à certains de leurs compatriotes de trouver un emploi de plongeur. Les manœuvres albanais devenus marchands de vins ne sont pas les seuls à avoir changé ainsi de statut puisque d'autres sont devenus gérants de cafés. On peut voir là un signe de réussite sociale pour ceux qui, venus dans les années vingt, sont restés dans la capitale dans les années trente.

---

<sup>45</sup> Archives de la Préfecture de Police de Paris : BA 1681.

En effet, si en 1931, 5 % des Albanais étaient leur propre patron, ils sont 21 % à l'être en 1936.

Cette esquisse sociologique permet d'envisager mieux l'évolution du groupe des Albanais de Paris entre 1931 et 1936, et plus généralement entre les années vingt et les années trente. En effet, de la forte mobilité des migrants, venant chercher un emploi avant de repartir, on est passé à une population moins nombreuse mais plus stable dont certains membres ont réussi à amorcer une ascension sociale. Dans le même temps, on devine la mise en place de réseaux de solidarité en parallèle d'une volonté d'organisation au niveau des étudiants ou des militants communistes. Tout cela renforce l'idée de l'existence d'une colonie albanaise en région parisienne et la création de la Fédération des Albanais de France en 1939 apparaît comme la touche finale d'un processus couvrant une décennie de migration et dont la conclusion s'est accélérée avec l'invasion de l'Albanie par l'Italie.

A travers l'exemple de ces Albanais de Paris, on peut voir qu'un groupe ou une communauté de migrants n'est pas forcément uniforme et même qu'elle est composée de différentes strates ne communiquant pas toujours entre elles. Parler d'une colonie albanaise, c'est avant tout poser une étiquette sur une réalité complexe. Si les statistiques indiquent la permanence d'une présence albanaise à Paris, l'analyse prosopographique montre que les individus composant cette communauté se déplacent énormément et ne sont pas les mêmes au cours des différentes années de la période. Cependant, il est évident qu'un noyau se stabilise, par mariage avec une française, par

installation avec sa famille venue d'Albanie ou par réussite économique en gagnant par exemple le statut de patron. Cette stabilisation permet la constitution d'une colonie albanaise, avec ses lieux de sociabilité et ses associations. Toutefois, ce groupe déjà restreint est réduit de moitié entre 1939 et 1944, une grande partie des Albanais étant rentré au pays pour participer au gouvernement mis en place par les Italiens ou pour rejoindre le maquis. Faute d'apport de nouveaux migrants après la Seconde Guerre Mondiale, le régime communiste empêchant tout départ, la communauté albanaise de Paris s'efface au fil des années cinquante et soixante. C'est seulement après le retour de la démocratie que des Albanais viendront s'installer en Ile-de-France sans lien, même mémoriel, avec la colonie de l'entre-deux-guerres.